



Marseille, le 25/06/2025.

Monsieur le Directeur Général des Services,

Les organisations syndicales représentatives de la Métropole souhaitent, par cette lettre ouverte, exprimer leur immense déception face aux dernières annonces formulées lors de la table ronde du 18 juin 2025.

Alors même qu'un projet de revalorisation collective du régime indemnitaire, qui visait à mieux reconnaître équitablement la technicité et l'expertise de l'ensemble des agents, avait été engagé, la Métropole annonce désormais, sous couvert d'instructions gouvernementales imposant la réduction des dépenses de fonctionnement des collectivités, un budget limité de l'ordre de 500 000 €.

Dans ces conditions, seuls 29,6 % des agents, et uniquement ceux positionnés au socle de leur fonction, seraient concernés par une revalorisation. Cette orientation est totalement inacceptable et contraire aux engagements initiaux d'un dispositif juste, équitable et respectueux du travail de tous les agents métropolitains basé sur le principe de reconnaissance de l'expertise.

Les organisations syndicales dénoncent un projet injuste et diviseur qui nie les efforts collectifs, consentis au service des usagers, et exigent, à ce titre, une réévaluation immédiate de l'enveloppe budgétaire allouée à cet accord.

Nous demandons également à nos élus de se mobiliser et de défendre, auprès du gouvernement, le service public prioritairement et le pouvoir d'achat des agents par leurs déroulements de carrière, notamment en matière d'IFSE.

Nous nous opposons clairement à la politique libérale du gouvernement, qui réduit les capacités d'action des collectivités et porte atteinte au service public.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général des Services, l'expression de notre considération.

Pour la **FSU**,

Serge TAVANO
Secrétaire général

Pour l'**UNSA**,

Daniel TEURLAY
Secrétaire général

Pour la **CGT**,

Dominique MACCARI
Secrétaire générale

Pour la **CFTC**,

Alain BROSSEAU
Président